

Contre les élites, les patrons de TPE  
 re les dirigeants des grands groupes  
 idialisés, les Français contre les  
 ngers, les « territoires oubliés » con-  
 es grandes villes, etc.  
 n populisme économique n'est pas  
 veau. Marine Le Pen y a ajouté la vo-  
 é de « retrouver notre liberté moné-  
 » – les Français seraient consultés  
 référendum sur le rétablissement  
 ranc – et celle de « se libérer des mar-  
 financiers », une thématique que  
 enieraient pas les « indignés ». Son  
 et de « redressement économique et

en 2017 n'a pas permis d'assurer l'équili-  
 bre financier des régimes...

#### UNE PERSPECTIVE PEU RELUISANTE

L'autre élément structurant du projet de la présidente du FN est la sortie de l'euro (sous réserve d'approbation par les Français). La mesure, qui ferait éclater l'ensemble de la zone, entraînerait une forte hausse de la dette libellée en francs et une augmentation du ratio dette sur produit intérieur brut. La France, isolée, ne serait plus qu'une puissance économique de taille

des proportions considérables. La dette de l'Etat est détenue à 64 % par des non-résidents.

Quand un Etat fait défaut dans une telle situation, plus personne ne lui prête (donc il peine à financer ses largesses). Il doit donc placer sa dette, qui a entre-temps enflé de manière spectaculaire, auprès des résidents. Ce qui n'est pas possible, faute de demande. « Dans les deux cas, on meurt », résume ironiquement l'économiste Patrick Artus. ■

guelaud@lemonde.fr

## L'eau, enjeu stratégique en Iran

Le « stress hydrique » contraint Téhéran à des investissements pouvant bénéficier aux entreprises françaises

PAR FRANCK GALLAND

**L**a Journée mondiale de l'eau, le 22 mars, attire l'attention sur l'Iran, confronté à une situation de « stress hydrique » devenue pour le gouvernement une priorité aussi stratégique que l'accès au nucléaire civil.

Le président Rohani, à peine élu, faisait état, en octobre 2013, du besoin impérieux de mettre en place un plan national de réduction drastique de la consommation d'eau et de lutte contre le pompage des nappes par les forages individuels. Estimés à une centaine de milliers à travers le pays, ceux-ci exercent sur les eaux souterraines une pression intenable. Issa Kalantari, ancien ministre de l'agriculture du président Rafsanjani et proche conseiller de l'actuel président, a récemment affirmé que la principale menace pour la sécurité nationale n'est pas Israël, mais le manque d'eau... Un rapport publié en mars 2012 par le Water Research Programme du Center for Middle Eastern Strategic Studies d'Ankara estime qu'une ville comme Téhéran, avec ses 9 millions d'habitants, devra rapidement établir un rationnement de la distribution d'eau.

Cette situation critique est d'abord le résultat du développement urbain non contrôlé et de l'explosion démographique : en trente-cinq ans, la population urbaine a augmenté de 30 millions de personnes, et la population rurale de 9,5 millions. A l'augmentation de la consommation domestique s'est ajoutée la gestion inefficace des réseaux urbains de distribution d'eau : les taux de

fuite sont estimés à 30 %, sans doute en dessous de la réalité. Ensuite, l'agriculture, qui n'a pas connu de modernisation des pratiques d'irrigation, représente toujours un peu plus de 90 % de la consommation annuelle en eau. Enfin, des années de sanctions économiques ont empêché la fourniture d'équipements modernes, et le manque d'investissement dans les infrastructures a dégradé un peu plus la qualité et les quantités disponibles.

#### RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

L'Iran va donc devoir mobiliser de grands moyens humains et financiers pour répondre à ces défis. Un marché potentiel très important s'ouvrira aux entreprises mondiales spécialisées si les relations de Téhéran avec la communauté internationale se normalisent, à la faveur d'un accord sur le nucléaire civil ou de l'émergence d'un nouvel ordre régional élevant l'Iran au rôle de rempart face à l'extrémisme radical de l'Etat islamique.

L'Iran doit toutefois chercher d'abord à se doter de ressources complémentaires. Sur le modèle de son grand allié, la Chine, l'Iran a commencé d'importants travaux de transfert d'eau du bassin de la mer Caspienne vers les régions arides du centre du pays. Ce projet de 1,5 milliard de dollars (1,4 milliard d'euros), lancé en avril 2012, renforcera les capacités de transfert existantes, qui importent déjà 2,1 milliards de m<sup>3</sup>/an d'eau douce des bassins de la mer Caspienne et du golfe Persique. Les Iraniens entendent également dessaler l'eau de la mer Caspienne et la transporter, via un pipeline de plus de 500 km, jusqu'à la zone désertique du Central Kavir.

Mais l'Iran devra aussi agir sur la demande, à travers des solutions semblables à celles mises en œuvre au début des années 2000 par son grand voisin et rival, l'Arabie saoudite. Remettre rapidement à niveau les infrastructures de grandes villes nécessite un savoir-faire particulier, dont seules des sociétés françaises semblent pour l'heure disposer. C'est pourquoi le Royaume avait alors fait appel aux ingénieurs et techniciens de groupes français comme Veolia Environnement à Riyad, Suez Environnement à Djedda, la SAUR à Taïf et à La Mecque. En période de hadj, le grand pèlerinage annuel à La Mecque, 5 millions d'équivalents-habitants sont ainsi desservis par un savoir-faire français.

L'Iran pourrait devenir une terre d'opportunités pour les opérateurs français, dans un marché de 70 millions de personnes ou tout est à construire. Mais il faudra se montrer patient et faire preuve d'intelligence de la situation pour conquérir ce marché. Le contexte international et régional rend encore difficile le dialogue économique avec Téhéran. Et les concurrents chinois et américains ne manqueront pas de se manifester. Iran et Chine ont en effet développé une continuité stratégique depuis l'époque du Shah, qui ne s'est pas interrompue avec la Révolution iranienne.

Les Etats-Unis progressent de leur côté inexorablement vers une alliance régionale avec un pays que la Maison Blanche jugeait infréquentable il y a peu. ■



**Franck Galland**

est chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique, auteur de « Le Grand Jeu. Chroniques géopolitiques de l'eau » (CNRS Editions, 2014)



rs le temps  
 de notre monde